

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

Nevers, le 13 juin 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SOSEMAT

« Lieux-dits Grande pièce de Montpauroux et Bois des Montpauroux »
58 410 ENTRAINS-SUR-NOHAIN

Références : 230277
Code AIOT : 0005403143

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/05/2023 dans l'établissement SOSEMAT, implanté Lieux-dits Grande pièce de Montpauroux et Bois des Montpauroux 58 410 ENTRAINS-SUR-NOHAIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans un contexte de plaintes de bruit à l'encontre des 4 carrières formant "Les carrières de Jussy".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOSEMAT
- « Lieux-dits Grande pièce de Montpauroux et Bois des Montpauroux »
58 410 ENTRAINS-SUR-NOHAIN
- Code AIOT : 0005403143
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une carrière à ciel ouvert de calcaire autorisée depuis 2013. Ce site fait partie des quatre carrières formant « Les carrières de Jussy » situées sur les communes de Ciez et Entrains-sur-Nohain. La carrière SOSEMAT fonctionne en activité diurne uniquement de 7h à 21h, en dehors des samedis, dimanches et jours fériés.

Les matériaux extraits sont évacués vers l'établissement DEROMEDI par deux pistes internes aux deux carrières.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- conditions d'exploitation ;
- clôtures / barrières ;
- information du public ;
- bruit ;
- poussières.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/04/2013, article 8.4.1	/	Sans objet
5	Phasage	Arrêté Préfectoral du 11/04/2013, article 2.5.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Information du public	Arrêté Préfectoral du 11/04/2013, article 2.3.1	/	Sans objet
2	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 11/04/2013, article 2.3.3	/	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/04/2013, article 2.4.4	/	Sans objet
6	Bruits	Arrêté Préfectoral du 11/04/2013, article 8.2.4.1	/	Sans objet
7	Bruits et vibrations	Arrêté Préfectoral du 11/04/2013, article 6.3	/	Sans objet
8	Bruits et vibrations	Arrêté Préfectoral du 11/04/2013, article 6.2	/	Sans objet
9	Poussières	Arrêté Préfectoral du 11/04/2013, article 8.2.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17	/	Sans objet
11	Poussières	Arrêté Préfectoral du 11/04/2013, article 2.8.1	/	Sans objet
12	Poussières	Arrêté Préfectoral du 11/04/2013, article 3.1.4	/	Sans objet
13	Entretien et maintenance	AP du 11/04/2013, art. 2.1.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le sujet des nuisances sonores, le dernier rapport de contrôle des niveaux sonores ne fait pas état de non-conformité, à noter cependant que pour la durée de mesurage (entre 11h30 et 14h), le rapport n'indiquait pas l'état de fonctionnement des installations. Ce point sera contrôlé dans le cadre du contrôle inopiné mandaté pour 2023. Ce contrôle se fera sur 4 jours, ce qui permettra de lever l'hypothèse d'un manque de représentativité des mesures.

Concernant les autres points inspectés, il n'a pas été constaté de non-conformité majeure. Seule deux non-conformités sont relevées concernant le plan topographique (deux éléments manquants) et le phasage qui n'est pas respecté (retard).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2013, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Panneaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux, et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. Des panneaux signalant la présence de la carrière doivent être implantés aux endroits appropriés, notamment de part et d'autre de(s) l'accès au site.
Constats : Il a été constaté à l'entrée de la carrière la présence d'un panneau avec les informations requises.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2013, article 2.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des accès / pancartes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace (ou tout autre dispositif équivalent), entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation. Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux « chantier interdit au public » sont mis en place sur les voies d'accès. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.
Constats : Sur la portion de périmètre inspectée, il n'a pas été constaté de non-conformité. Le site est ceinturé par une clôture et une barrière à l'entrée. Des pancartes signalant le danger ont été constatées le long de la clôture. <u>OBSERVATION :</u> L'une des pancartes vue était peu lisible du fait d'un effacement des couleurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2013, article 8.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan topographique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,- les bords de la fouille,- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,- l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes, ...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,- les piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,- le positionnement et les hauteurs des fronts,- les zones de stockages de déchets inertes et terres non polluées provenant de l'activité. <p>Les surfaces S1, S2 et S3 (cf. chapitre 1.6) des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau, ...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.</p> <p>Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau, vibrations, etc.), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus-nommé.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis en amont de l'inspection son plan topographique à jour, daté de décembre 2022.</p> <p><u>NON-CONFORMITE</u> : Tous les éléments demandés dans l'AP d'autorisation susvisé figurent sur ce plan, hormis l'indication des surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état et le positionnement et les hauteurs des fronts. L'exploitant a cependant présenté un second plan où ces indications apparaissent. Il est demandé de regrouper les données prescrites sur un plan unique.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2013, article 2.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] En aucun cas, l'extraction n'aura lieu en-dessous de la cote de 213 m NGF [...]
Constats : D'après le plan topographique mis à jour en décembre 2022, la cote la plus basse relevée est de 214m NGF. <u>OBSERVATION</u> : La cote la plus basse est proche de la cote minimale d'extraction autorisée. L'exploitant veillera à ne pas la dépasser dans la suite de l'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2013, article 2.5.1																			
Thème(s) : Risques chroniques, Respect du plan de phasage																			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																			
Prescription contrôlée : L'exploitation se déroule suivant les plans annexés au présent arrêté en 3 phases principales successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation (cf. annexe) et conformément au tableau suivant :																			
	<table><tr><th>Phase</th><th>Date prévisible de début de la phase</th><th>Surface mise en exploitation (m²)</th><th>Volume à extraire (m³)</th></tr><tr><td>1</td><td>2013</td><td>55530</td><td>1520000</td></tr><tr><td>2</td><td>2018</td><td>56340</td><td>1450000</td></tr><tr><td>3</td><td>2023</td><td>73330</td><td>1291000</td></tr></table>	Phase	Date prévisible de début de la phase	Surface mise en exploitation (m ²)	Volume à extraire (m ³)	1	2013	55530	1520000	2	2018	56340	1450000	3	2023	73330	1291000		
Phase	Date prévisible de début de la phase	Surface mise en exploitation (m ²)	Volume à extraire (m ³)																
1	2013	55530	1520000																
2	2018	56340	1450000																
3	2023	73330	1291000																
L'exploitation de la phase n+2 ne peut être engagée (extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de fa phase n sont achevés.																			
Constats : NON-CONFORMITE : A la lecture du plan topographique, seule la phase 1 semble avoir été menée, alors que le plan prévoyait pour 2023 la réalisation des phases 1 et 2 et le lancement de la phase 3.																			
Type de suites proposées : Susceptible de suites																			
Proposition de suites : Sans objet																			

N° 6 : Bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2013, article 8.2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques des niveaux sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique est effectuée dès l'ouverture de la carrière, puis au minimum tous les 3 ans et dès lors que les circonstances l'exigent (notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées). Une fois sur deux, l'exploitant réalisera également un contrôle du respect de l'émergence au hameau de Vrillon.
Constats : L'exploitant a transmis le rapport de ses dernières mesures de bruit daté du 26/10/2022. Les mesures d'émergence ont été réalisées le 05/10/2022 en 3 points dont le hameau de Vrillon.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2013, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations / tirs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Tirs de mines</u> Les tirs de mines sont interdits en période nocturne. [...] Les tirs de mines ne sont autorisés que du lundi au vendredi. <u>Contrôles</u> Chaque tir fait l'objet de mesures de vibrations au niveau des habitations les plus proches (Hameaux « Le Bois Martin » et « Le Chalumeau »). Les points de mesure sont choisis et aménagés en accord avec l'inspection des installations classées. Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir ainsi que les résultats des mesures. Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : L'exploitant a présenté lors de l'inspection le registre des tirs. Aucune non-conformité n'est relevée. L'exploitant indique réaliser les tirs de mines uniquement du lundi au vendredi, une fois par semaine, soit au sein de l'exploitation DEROMEDI soit chez SOSEMAT (même exploitant).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Bruits et vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2013, article 6.2										
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit										
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet										
Prescription contrôlée : <u>Valeurs limites d'émergence :</u> <table border="1" data-bbox="242 490 1305 667"><tr><th>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés</th></tr><tr><td>Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td>6dB(A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td></tr></table> <p>Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessus, dans les zones à émergence réglementée (hameaux « Le Bois Martin » et « Le Chalumeau »).</p> <u>Niveaux limites de bruit :</u> <p>Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :</p> <table border="1" data-bbox="292 1021 1294 1164"><tr><th>PÉRIODE</th><th>PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)</th></tr><tr><td>Niveau sonore limite admissible</td><td>65 dB(A)</td></tr></table>	Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	PÉRIODE	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Niveau sonore limite admissible	65 dB(A)
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés									
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)									
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)									
PÉRIODE	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)									
Niveau sonore limite admissible	65 dB(A)									
Constats : <p>L'inspection s'inscrit dans un contexte de plaintes de bruit.</p> <p>Les dernières mesures de bruit transmises par l'exploitant sont celles figurant dans le rapport du 26/10/2022. Les mesures ont été effectuées le 05/10/2022. Le rapport conclut à la conformité par rapport aux valeurs limites prescrites dans l'APA du 11/04/2013.</p> <p>Le rapport conclut à la conformité des valeurs mesurées.</p> <p><u>OBSERVATION :</u> Le rapport ne précise pas les conditions d'activité de l'établissement.</p> <p>Il est à noter qu'un contrôle inopiné sera réalisé à la demande de l'inspection courant 2023. Ce contrôle se fera sur 4 jours, ce qui permettra de lever l'hypothèse d'un manque de représentativité des mesures.</p>										
Type de suites proposées : Sans suite										
Proposition de suites : Sans objet										

N° 9 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2013, article 8.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des émissions atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un réseau approprié de mesures de retombées des poussières dans l'environnement doit être mis en place en périphérie de la carrière. Les capteurs, choisis par l'exploitant et au nombre minimum de 3, sont disposés et exploités en accord avec l'inspection des installations classées. Les mesures de retombées de poussières au moyen de ces capteurs sont effectuées : <ul style="list-style-type: none">- une fois par an durant les trois mois d'été ;- une fois par trimestre en dehors de la période estivale. Les résultats de mesures sont consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a transmis en amont de l'inspection le rapport de mesures de retombées de poussières du 01/02/2023. Les résultats concernent 8 stations de mesure dont 2 points en limite de propriété. Le rapport concerne des mesures réalisées en juin et en septembre 2022 sur 30 jours pour chacune des 2 périodes. Le rapport ne mentionne pas de non-conformités.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien bâtiments / voies de circulation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence. Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues. Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.
Constats : Les camions circulant au sein de l'installation engendrent un nuage de poussières à leur passage. Les routes internes sont empoussiérées ; elles sont toutefois suffisamment longues pour que les voies extérieures aux abords de la carrière soient dans un état de propreté et empoussièrément satisfaisant.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2013, article 2.8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer les installations dans le paysage. L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence. L'exploitant prend également les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les zones environnantes de poussières. Des dispositifs d'arrosage des pistes sont mis en place en tant que de besoin.
Constats : cf. point précédent Il n'y a pas de dispositifs d'arrosage des pistes (cf. point suivant)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Poussières / propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2013, article 3.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Envols de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses : <ul style="list-style-type: none">- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,- la vitesse de circulation des camions et engins est limitée,- les véhicules sont conformes aux normes réglementaires de construction,- les chemins et voies d'accès sont régulièrement entretenus,- un système d'arrosage des pistes est mis en place en période sèche, sauf si la commune est couverte par un arrêté préfectoral relatif à la sécheresse,- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.
Constats : Les prescriptions sont respectées hormis l'arrosage des pistes. <u>OBSERVATION</u> : Etant donné la possibilité de sécheresse cette année, la mise en œuvre de cette mesure devra être évaluée en fonction de la situation hydrique de la zone.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Entretien / maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2013, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans [...] l'entretien et l'exploitation des installations pour : <ul style="list-style-type: none">- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers où inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique. [...] L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols [...]
Constats : Les rapports de vérification des engins de chantier ont été consultés lors de l'inspection. Aucune non-conformité n'a été relevée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet